

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Covid-19 : une progression forte

IL importe de donner un caractère plus coercitif aux sanctions, afin qu'elles soient plus incitatives à l'observation des gestes barrières qui constituent un sérieux frein à la propagation de cette pandémie.

E. NDONG-ASSEKO
Libreville/Gabon

PLUS que jamais, l'option de simples alertes successives devient superflète, au regard de la progression de la maladie au Gabon. La frayeur provoquée par la recrudescence du Covid-19 appelle à la définition de nouveaux paradigmes, les dispositions édictées naguère ayant, malheureusement, montré leurs limites.

Jusqu'à-là, la progression de la pandémie traduit la faiblesse des mesures mises en œuvre depuis l'apparition de cette dernière. Et ce d'autant que chaque jour qui passe produit son lot de statistiques effrayantes, qui indiquent la nécessité d'une réflexion plus conséquente, en vue des solutions plus percutantes. Dès l'apparition du premier cas testé positif à la mi-mars, l'ensemble des mesures de prévention édictées avaient semblé donné satisfaction, relativement. En effet, pendant plus de deux semaines, on pouvait se satisfaire d'un ou de deux contaminés et d'un décès, sans que les autorités ne décident du confinement total et d'un couvre-feu.

Cette situation a connu des évolutions inquiétantes avec une courbe ascendante des contaminés. Et même une augmentation des morts du Covid-19 que l'on peut attribuer à plusieurs facteurs dont celui de l'inobservation persistante des mesures barrières, en l'occurrence la distanciation sociale, le port du masque, l'hygiène des mains... Une insouciance et une indifférence que le gouvernement n'avait eu de cesse de condamner, tout en invitant à la prise de conscience et à la responsabilité vis-à-vis de la

maladie.

Malheureusement, les comportements et les attitudes des personnes étaient loin de correspondre à la gravité d'une pandémie qui s'étend de plus en plus. Résultat : alors que

Ainsi, cette réalité commande qu'un regard autrement adapté à la gravité de la situation soit jeté crûment et sans complaisance, afin que soient élaborées de nouvelles options susceptibles de contrer la montée actuelle de la pandémie.

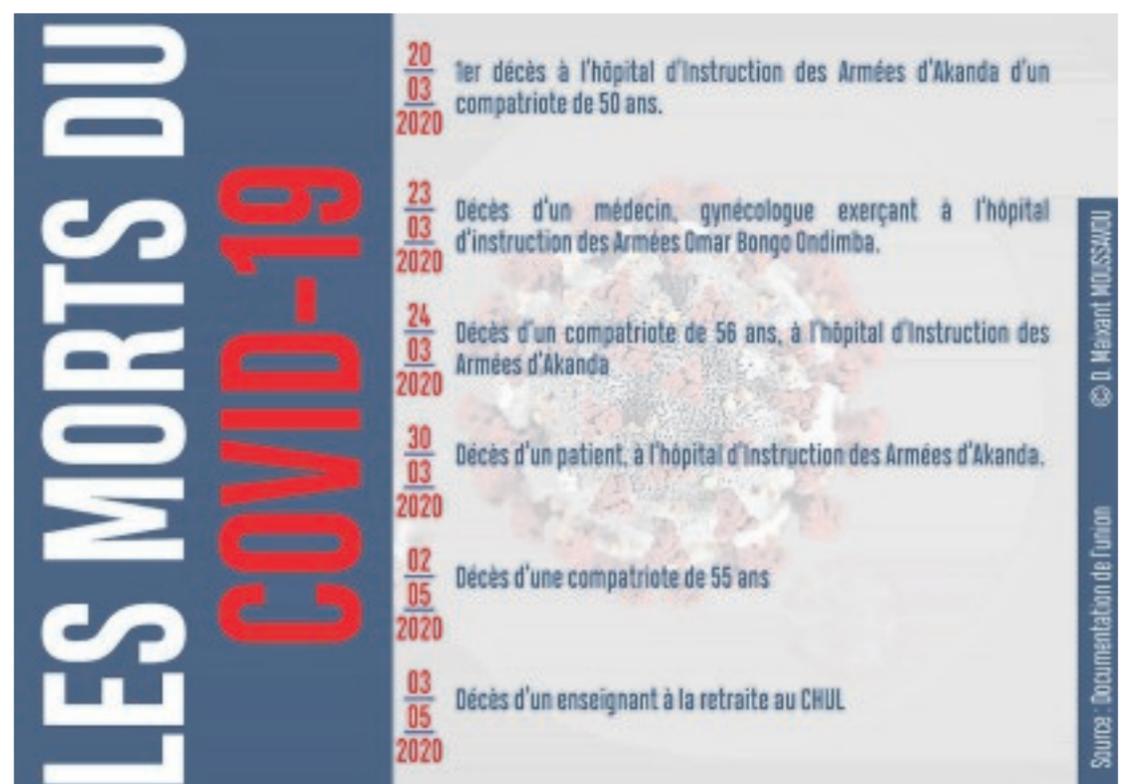
le cap de 300 contaminés et de six morts marquaient au macabre compteur, et que les mises en garde gouvernementales s'intensifiaient, la sombre chape enveloppait furtivement et inexorablement le pays. Ainsi, cette réalité commande qu'un regard autrement adapté à la gravité de la situation soit jeté crûment et sans complaisance, afin que soient élaborées de nouvelles options susceptibles de contrer la montée actuelle de la pandémie. A l'exemple des autres pays où cette dernière sévit avec violence, l'option du confinement total reste, jusqu'à ce jour, la plus privilégiée pour espérer parvenir à une possible régression. Bien que celle-ci ait été décidée durant deux semaines, était-il de bon aloi qu'elle soit relevée pour le moment, pour le confinement partiel actuel ? Si les mobiles ayant milité pour cette décision revêtaient un certain réalisme socio-économique, force est de reconnaître que, du fait des errements

comportementaux observés, le risque était grand que le nouveau coronavirus y trouve un terrain inespéré pour son expansion rapide parmi la population. La question est aujourd'hui de savoir ce qu'il y a lieu de faire. Dans sa dernière sortie, le gouvernement a annoncé l'application des sanctions vis-à-vis des personnes qui feraient preuve de négligence avec les mesures barrières, notamment des amendes et des condamnations aux travaux d'intérêt général, selon les cas. Il faut maintenant surtout donner un caractère plus coercitif à ces sanctions, afin qu'elles soient plus incitatives à l'observation des gestes barrières qui constituent un sérieux frein à la propagation de cette pandémie (lire ci-contre). La tendance périlleuse à l'inconscience et à l'irresponsabilité doit être mise en échec par une volonté et une détermination à privilégier l'intérêt général.



Photo: DRI/L'Union

Cafouillage autour de la distribution des kits alimentaires dans les PK pour la propagation du Covid-19.



qui appelle une réaction

Sensibilisation et sanction

ONDOUBANTSIBAH
Libreville/Gabon



sans masques, ni observation de la distanciation physique, un terreau

Il y a un peu plus d'une semaine, le gouvernement a décidé de ramener le Grand Libreville à un confinement partiel. Cela après deux semaines de confinement total. Cette décision avait surpris plus d'un. D'autant plus que par la même occasion, on apprenait du comité scientifique mis en place dans le cadre de la lutte contre la pandémie à Covid-19, que le nombre de contaminations allait progresser considérablement dans les semaines, voire les mois à venir. Aujourd'hui, l'histoire donne raison à cette entité. Les chiffres liés au coronavirus dans notre pays suscitent inquiétude et peur. Presque rien ne rassure. Surtout au regard des griefs qui sont faits au Copil quant à la prise en charge des malades (lire ci-dessous).

A entendre l'argumentaire du gouvernement, on a tous relevé que la logique socioéconomique et politique semble prévaloir. A partir de là, et au regard de la vitesse à laquelle se propage le coronavirus au Gabon, il faut trouver une autre stratégie de lutte. Dans l'entendement de nombreux Gabonais, les auto-



Photo: F. M. MOMBO/L'Union

rités gagneraient à renforcer la sensibilisation d'une part et, d'autre part, à instaurer enfin

A partir de là, et au regard de la vitesse à laquelle se propage le coronavirus au Gabon, il faut trouver une autre stratégie de lutte.

la culture de la sanction susceptible de discipliner ceux qui, au sein de la population, continuent de faire montre d'incivisme et d'insouciance. De ce point de vue, nombreux sont ceux qui se montrent prêts à applaudir le gouvernement s'il met à exécution toutes les mesures

prévues. D'abord renforcer les mécanismes de sensibilisation en impliquant le plus grand nombre de scientifiques (médecins, chercheurs, tradipraticiens, hommes de Dieu, etc.) et les médias publics. Et, parallèlement, concrétiser ce que le "PC mixte FDS/Gros-Bouquet" envisage. Entre autres : faire appliquer le port de masque, faire respecter le nombre de passagers autorisés selon le type de véhicules, faire respecter la distanciation sociale, organiser des patrouilles pédestres et motorisées y compris dans les marchés. Et, in fine, infliger les sanctions prévues à tous les contrevenants...

Appliquée avec rigueur, fermeté et discernement, une telle stratégie ne peut que porter ses fruits.

Prise en charge : à quel niveau ça coince ?

Issa IBRAHIM
Libreville/Gabon

M AIS que se passe-t-il donc dans le huis-clos (?) de la chaîne de prise en charge des cas Covid positifs ou Covid suspects, en hospitalisation ou en observation au sein de nos structures hospitalières ? Les premières nouvelles avaient été données via les réseaux sociaux, sur des cas d'abandon ou de manque d'égard à l'endroit de ces personnes, sans que l'on y prenne garde. Puis, est arrivée la fuite hyper médiatisée, le vendredi 17 avril dernier, d'un de ces cas du Centre hospitalier universitaire de Libreville (Chul) où il était main-

tenu. Le buzz provoqué par cette fuite rocambolesque a eu le mérite de projeter une lumière crue sur les failles du système et, surtout, le manque de communication sur les conditions de vie et de soins de ces personnes en milieu hospitalier.

Luc Levi, le fugitif du Chul, présenté comme un journaliste, dit n'avoir reçu aucun traitement pendant neuf jours et avoir été maintenu dans une salle quasi-infecte.

Alors que l'on croyait que l'épisode Levi devait ostensiblement contribuer à améliorer les choses, voilà qu'un autre cas et non des moindres, celui de Paulin Bitougat, enseignant émérite, ayant

formé plusieurs générations de cadres gabonais, vient remonter les failles – par bien des côtés – d'une prise en charge hospitalière indigne des patients Covid-19. Quasiment les mêmes recriminations, dont l'absence de soins, reviennent.

Qu'est-ce qui donc ne tourne pas rond à ce niveau ? Sans nier l'effort quotidien du personnel soignant en première ligne de ce combat acharné contre un ennemi redoutable et, surtout, invisible, mais aussi des autorités, une action synergique s'impose ici. Celle de reconsidérer les standards de la qualité de vie à l'hôpital en ces temps du Covid-19. Surtout en termes du minimum

de commodités de séjour à offrir à la fois aux malades et personnels censés offrir des soins et le (ré) confort nécessaire aux personnes qui n'ont que la mort comme horizon, dans le pire des cas.

Le Comité de pilotage (Copil) du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à Coronavirus au Gabon gagnerait à communiquer fréquemment autour du suivi et des conditions de vie des cas Covid admis en milieu hospitalier ou en quarantaine dans un centre d'hébergement.

En effet, le black-out actuel laisserait penser qu'on en fait des « pestiférés », comme répandu dans l'opinion.



Photo: Wilfried MBINAH